

Commune de

CANLY

**PLAN LOCAL
D'URBANISME**

APPROBATION

Vu pour être annexé à la
délibération en date du :
23 MARS 2017

6d

**ZONAGE D'ASSAINISSEMENT
DES EAUX USEES**

DEPARTEMENT DE L'OISE



COMMUNE DE CANLY



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE



Dossier préparé par



Siège
53, rue Charles Frérot
B.P. 91
94253 GENTILLY CEDEX

Tél. : 01.41.98.68.00
Fax : 01.45.47.01.48
prenom.nom@setegue.fr

Février 2003

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	2
2. L'OBJET DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT	4
3. LA COMMUNE DE CANLY : PRÉSENTATION GÉNÉRALE	6
4. LES ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE DE CANLY EN MATIÈRE D'ASSAINISSEMENT	8
5. PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA DÉLIMITATION DE L'ASSAINISSEMENT	9
5.1 PÉRIMÈTRES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	9
5.2 PÉRIMÈTRES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	9
6. SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT COLLECTIF	10
6.1 NOTICE EXPLICATIVE ET JUSTIFICATIVE DU PROJET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	10
6.1.1 Description des zones existantes	10
6.1.1.1 La situation de l'assainissement à fin juin 2002	10
6.1.1.2 Présentation du diagnostic et du schéma directeur d'assainissement	12
6.1.1.2.1 Etat des lieux	12
6.1.1.2.2 Solutions proposées	13
6.1.2 Echancier des travaux	13
6.1.3 Les futures zones à desservir par un réseau d'assainissement	14
6.1.3.1 Zone I NAh	14
6.1.3.2 Zone II NAh	14
6.1.3.3 Zone NAI	15
6.1.4 Délimitation des périmètres d'assainissement collectif	15
6.2 RÈGLES D'ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	16
6.3 INCIDENCE FINANCIÈRE DU PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE COÛT DU SERVICE ET LE PRIX DE L'EAU	17
7. SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	18
7.1 NOTICE EXPLICATIVE ET JUSTIFICATIVE DU PROJET DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	18
7.1.1 Description des zones existantes	18
7.1.2 Analyse des filières existantes et présentation des filières à envisager	18
7.1.2.1 Analyse des filières existantes	18
7.1.2.2 Présentation des filières à envisager	20
7.1.3 Délimitation des périmètres d'assainissement non collectif	22
7.2 SCHÉMAS TYPES DES FILIÈRES	23
7.3 RÈGLES D'ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	24
7.3.1 Contrôle des installations d'assainissement non collectif	24
7.3.2 Entretien des installations d'assainissement non collectif	25
7.4 INCIDENCE FINANCIÈRE DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	26
7.4.1 Coûts d'investissement	26
7.4.2 Coûts du service	26
8. SOUS-DOSSIER RELATIF AU RUISSELLEMENT ET AU TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES	27
8.1 NOTICE EXPLICATIVE ET JUSTIFICATIVE DES PROJETS CONCERNANT LA GESTION DES EAUX PLUVIALES	27
8.1.1 Description des zones existantes	27
8.1.2 Désordres constatés	28
8.1.3 Travaux d'aménagements à envisager	28
8.1.4 Gestion des eaux pluviales sur les futures zones d'urbanisation	29
8.1.4.1 Zones NAI	29
8.1.4.2 Zones NAh	29
8.1.5 Les techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales	29
8.1.5.1 Sur le domaine public	29
8.1.5.2 Sur les parcelles privatives	31
8.2 RÈGLES D'ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES	32

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

1. INTRODUCTION

Le zonage d'assainissement répond, en premier lieu, au souci de **protection de l'environnement**.

Le zonage d'assainissement va permettre d'orienter le particulier dans la mise en place d'un assainissement conforme à la réglementation, aussi bien dans le cas de nouvelles constructions que dans le cas de réhabilitations de logements existants. Il doit également permettre de s'assurer de la **mise en place de modes d'assainissement adaptés** aux différents contextes locaux et à la sensibilité du milieu naturel.

Ce zonage permettra à la **commune de Canly** de disposer d'un **schéma global de gestion des eaux usées et des eaux pluviales** sur l'ensemble de son territoire. Il constituera enfin un **outil, réglementaire et opérationnel, pour la gestion de l'urbanisme**.

Afin de mieux comprendre le document, il est utile de rappeler quelques définitions qui sont présentées ci-après.

1. Assainissement collectif

L'assainissement collectif a pour objet la collecte des eaux usées, leur transfert par un réseau public, leur épuration (c'est à dire leur traitement), l'évacuation des eaux traitées vers le milieu naturel et la gestion des sous-produits (c'est à dire les déchets) de l'épuration et de l'entretien des réseaux.

Plusieurs types de stations d'épuration peuvent être envisagés à l'aval d'un réseau de collecte : lits bactériens, boues activées, lagunes, filtres à sables, jardins filtrants, ... Ceux-ci dépendent notamment de la charge de pollution à traiter, de sa nature, du type de réseau de collecte - *séparatif* : la collecte des eaux usées et des eaux pluviales est séparée (présence de 2 réseaux) ; *unitaire* : la collecte des eaux usées et des eaux pluviales est réalisée dans un réseau unique - et de la nature et de la sensibilité du milieu naturel (présence ou non d'un exutoire vers lequel seront dirigées les eaux traitées, qualité du milieu naturel, ...).

Les équipements d'assainissement situés depuis la limite du domaine privé et du domaine public (la boîte de branchement) jusqu'à la station d'épuration relèvent du domaine public et sont à la charge de la collectivité (commune, syndicat, ...), à l'exception du branchement sous voie publique, entre la propriété et le réseau principal, qui est à la charge du propriétaire concerné, la collectivité pouvant facturer le coût de ces travaux, déduction faites des aides accordées ; l'entretien de ce branchement étant ensuite réalisé par la collectivité.

On parle de raccordement au réseau d'assainissement (ou raccordement à l'égout) pour les ouvrages à réaliser entre l'habitation et la boîte de branchement implantée sous domaine public, en limite de propriété.

2. Assainissement non collectif

L'assainissement non collectif, appelé également autonome ou individuel, désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte et le traitement des eaux usées domestiques, ainsi que le rejet des eaux traitées, pour des logements qui ne sont pas raccordés à un réseau d'assainissement public, en accord avec les textes régissant la protection des cours d'eau et des nappes phréatiques.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

Il existe différentes techniques d'épuration dont le choix est dicté par un certain nombre de contraintes : surface disponible sur la parcelle, aménagements, aptitude du sol à l'épuration/dispersion des eaux usées, présence d'un exutoire, ... Ces techniques d'épuration vont du traitement des eaux usées par le sol en place (solution la moins onéreuse), lorsque bien évidemment sa nature le permet, jusqu'à un traitement dans un sol artificiel reconstitué.

3. Assainissement pluvial

L'assainissement pluvial permet de gérer les eaux de ruissellement. La collecte et l'évacuation des eaux pluviales peuvent être assurées de différentes manières : fossés, réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, réseaux unitaires (qui dirigent les eaux usées et une partie des eaux pluviales vers la station d'épuration), techniques alternatives telles que infiltration à la parcelle, stockage sur des toits terrasses, chaussées réservoirs, ..., permettant de limiter les transferts rapides des eaux pluviales qui sont souvent préjudiciables au milieu naturel.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales peut avoir un impact important sur le milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales peut alors s'avérer nécessaire, ainsi qu'une limitation de l'imperméabilisation sur certains secteurs.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

2. L'OBJET DU DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

La réglementation française sur la collecte et le traitement des eaux usées urbaines repose en grande partie sur la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (articles L211-1 et L214-1 et suivant du code général des collectivités – CGCT), les décrets du 29 mars 1993 relatifs aux procédures de déclaration et d'autorisation et à la nomenclature des ouvrages visés par l'article 10 de la loi sur l'eau et le décret du 3 juin 1994 pris pour l'application de son article 35.

Les arrêtés prévus par ce dernier décret ont permis à la France de transposer en droit interne la directive européenne du 21 mai 1991. Notamment, la collectivité doit réaliser une étude diagnostic de son système d'assainissement et délimiter les zones d'assainissement collectif et non collectif, avant le 31 décembre 2005.

Pour ce qui concerne l'assainissement collectif, les obligations des communes sont précisées par :

- ☛ l'arrêté du 22 décembre 1994, fixe les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,
- ☛ l'arrêté du 21 juin 1996 fixe les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dispensés d'autorisation.,

Pour ce qui concerne l'assainissement non collectif, deux arrêtés définissent précisément les obligations des communes :

- ☛ l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 3 décembre 1996, fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif,
- ☛ l'arrêté du 6 mai 1996 (2^{ème} arrêté) fixe les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

Extrait :

Art.2 - Le contrôle technique exercé par la commune sur les systèmes d'assainissement non collectif comprend :

1. La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages. Pour les installations nouvelles ou réhabilitées, cette dernière vérification peut être effectuée avant remblaiement ;
2. La vérification périodique de leur bon fonctionnement qui porte au moins sur les points suivants :
 - vérification du bon état des ouvrages, de leur ventilation et de leur accessibilité ;
 - vérification du bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;
 - vérification de l'accumulation normale des boues à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Dans le cas d'un rejet en milieu hydraulique superficiel, un contrôle de la qualité des rejets peut être effectué. Des contrôles occasionnels peuvent en outre être effectués en cas de nuisances constatées dans le voisinage (odeurs, rejets anormaux) ;

3. Dans le cas où la commune n'a pas décidé la prise en charge de leur entretien :
 - la vérification de la réalisation périodique des vidanges ;
 - dans le cas où la filière en comporte, la vérification périodique de l'entretien des dispositifs de dégraisage.

- ☛ Ces deux arrêtés sont commentés par la circulaire du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

Le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2224-10) oblige les communes, ou leurs groupements, à délimiter, après enquête publique :

- ☛ les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- ☛ les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le désirent, leur entretien ;
- ☛ les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ☛ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2224-8) précise le type d'enquête publique à mener :

- ☛ l'enquête publique préalable à la délimitation des zones d'assainissement collectif et des zones d'assainissement non collectif est celle prévue à l'article R. 123-11 du Code de l'Urbanisme.

La commune de Canly, a fait réaliser, en 2001-2002, en association avec les communes d'Arsy, du Fayel, de Longueil Sainte Marie et de Rivecourt, regroupées au sein du SIA de Longueil Sainte Marie, un diagnostic des systèmes d'assainissement qui a débouché sur un programme hiérarchisé de travaux et sur un schéma directeur d'assainissement.

A l'issue du diagnostic des systèmes d'assainissement et du schéma directeur d'assainissement, en cours d'approbation par une délibération du Conseil Municipal, la commune de Canly a décidé de mettre à enquête publique le projet de zonage d'assainissement.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

3. LA COMMUNE DE CANLY : PRESENTATION GENERALE

La commune de Canly est située dans le département de l'Oise (60) à une dizaine de kilomètres de Compiègne, chef-lieu d'arrondissement dont elle dépend administrativement.

La commune de Canly est limitée :

- au nord par le territoire communal d'Arsy,
- à l'ouest par la commune de Grandfresnoy,
- au sud par le territoire communal de Longueil Sainte Marie et du Fayel,
- à l'est par le territoire de la commune de Jonquières.

Voir plan de situation page suivante

Le bourg s'est développé essentiellement selon un axe nord-sud sur une longueur de près de 1 500 m, le long de la RD 26, qui prend successivement les noms de rue des Ecoles, puis rue du Jeu d'Arc. L'axe est-ouest représente un axe de développement de moindre importance, le long de la RD 10 : route de la Gare et rue de Jonquières.

L'habitat est essentiellement groupé au niveau du bourg, seuls 5 écarts ou hameaux sont recensés :

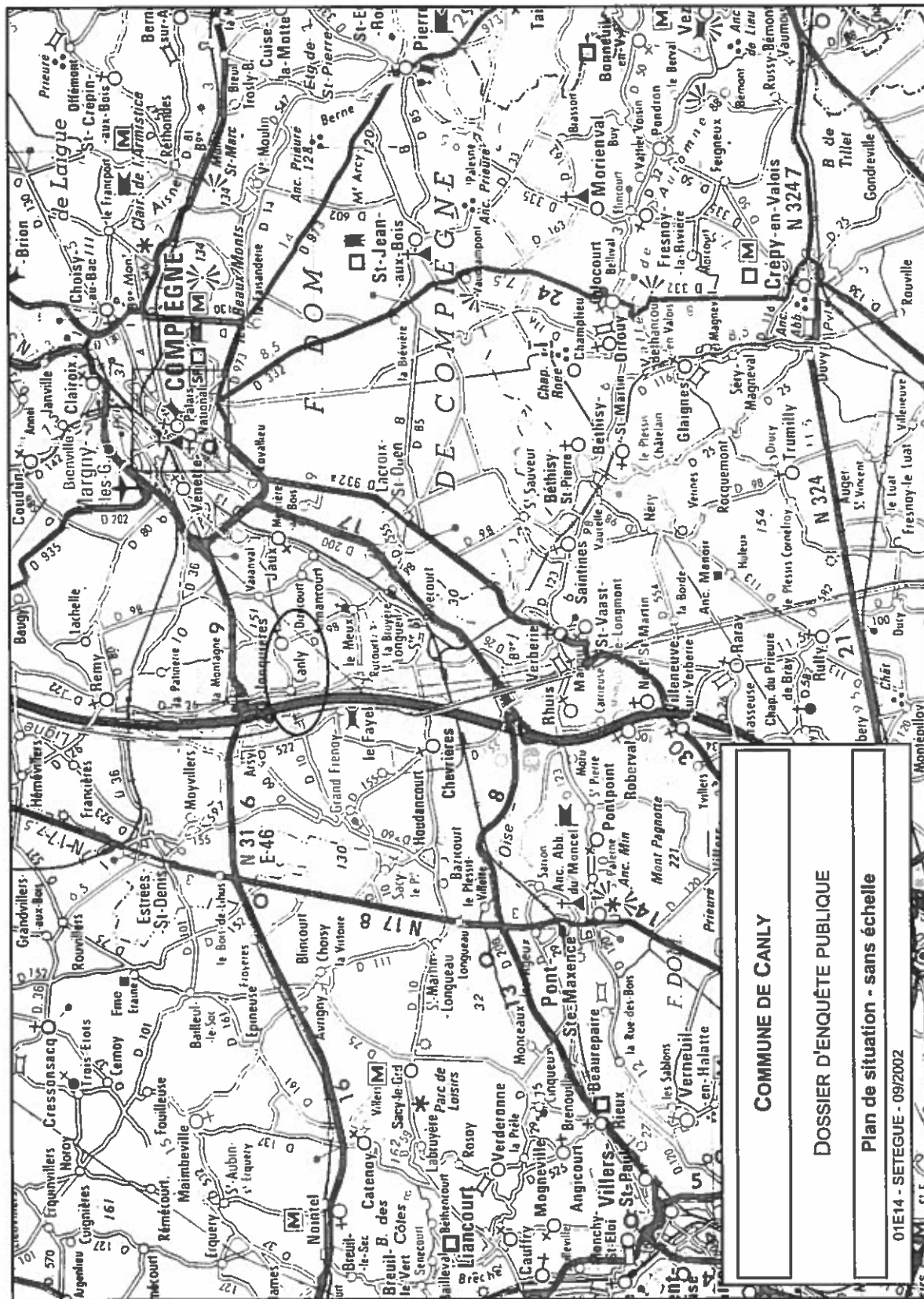
- Villerseau, à l'ouest, qui compte 2 logements,
- Hameau de la Gare, à l'ouest, qui regroupe 3 habitations et 1 entreprise,
- La Montagne, au nord, qui compte 2 habitations,
- Rue des Chauffours, au nord, qui compte 2 logements
- Route de Jonquières, à l'est, où se situent 3 logements.

Le Recensement Général de la Population de 1999 indique les différents types d'habitats :

- 280 résidences principales
- 14 logements occasionnels et résidences secondaires
- 7 logements vacants.

Le type de logements est surtout de type « maison individuelle » - pavillonnaire, qui représente 88% des résidences principales.

La population sur la commune de Canly, au dernier Recensement Général de la Population réalisé en 1999, est de 683 habitants (PSDC : population sans double compte).



COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

4. LES ATTRIBUTIONS DE LA COMMUNE DE CANLY EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT

La commune de Canly adhère au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Longueil Sainte Marie qui a pris la compétence pour la collecte, le transport et le traitement des eaux usées à l'échelle intercommunale.

La collecte et le transport des eaux usées à l'échelle du territoire communal relève de la compétence de la commune de Canly.

De même, la commune de Canly n'a pas délégué à ce jour sa compétence pour l'assainissement non collectif sur son territoire.

Le réseau d'assainissement est de type séparatif (la collecte des eaux usées est indépendante de celle des eaux pluviales).

Le transport des eaux usées se fait en mode gravitaire sur la quasi-totalité du bassin de collecte, seul le sous bassin de collecte constitué de la zone d'activité nord nécessite un refoulement des eaux usées.

Le système de collecte des eaux usées est organisé autour du collecteur principal (Ø200) de la rue des Ecoles puis de la rue du Jeu d'Arc.

Ce collecteur constitue le collecteur maître du système de collecte du SIA de Longueil Sainte Marie.

L'ensemble de ces eaux usées rejoignent ainsi la station d'épuration. Cette station d'épuration est située sur le territoire communale de Rivecourt. Les eaux traitées sont rejetées dans le Grand Fossé puis dans l'Oise.

La gestion des réseaux d'assainissement et l'exploitation de la station d'épuration sont assurées par la SAUR dans le cadre d'un contrat d'affermage, excepté au niveau de la commune d'Arsy où la gestion des réseaux a été confiée à la Société Lyonnaise des Eaux.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

5. PRESENTATION GENERALE DE LA DELIMITATION DE L'ASSAINISSEMENT

5.1 PERIMETRES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Les périmètres d'assainissement collectif retenus par la commune de Canly sont les suivants :

- ☛ zones urbaines : le bourg de Canly déjà équipé d'un assainissement collectif.
- ☛ zones naturelles d'urbanisation future les zones I NAh, II NAh et NAI – nord (prolongement de l'actuelle zone d'activité), qui sont en partie ou qui seront raccordées au système d'assainissement collectif existant.

et de quelques secteurs des zones NC et ND qui concernent des constructions existantes déjà desservies par un assainissement collectif.

Les zones NC (zones naturelles réservée aux collectivités agricoles) et ND (zones naturelles à protéger), en dehors des secteurs précisés ci-dessus, sont exclues du zonage d'assainissement collectif.

5.2 PERIMETRES D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Les périmètres d'assainissement non collectif retenus par la commune de Canly sont les suivants :

- ☛ L'écart de Villerseau,
- ☛ Le hameau de la Gare,
- ☛ Le Hameau de la Montagne,
- ☛ La rue des Chauffours,
- ☛ L'extrémité est de la route de Jonquières,
- ☛ L'aire de péage de la sortie de l'autoroute A1.

Ce zonage porte sur des secteurs des zones NC et ND du Plan d'Occupation des Sols qui concernent des constructions existantes, ainsi que sur la zone NAI desservie par la rue des Chauffours.

Les zones NC (zones naturelles réservée aux collectivités agricoles) et ND (zones naturelles à protéger), en dehors des secteurs précisés au § 5.1., sont également intégrées au zonage d'assainissement non collectif.

Le zonage d'assainissement collectif et non collectif est présenté sur le plan joint au dossier.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6. SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT COLLECTIF

L'article L372-1 du CGCT de la loi sur l'eau de 3 janvier 1992 indique que « les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

« ...les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées. »

Ce sous-dossier est constitué des éléments suivants :

- ☛ une **notice explicative et justificative du projet de l'assainissement collectif**,
 - ↳ la description des zones existantes,
 - ↳ la présentation et la justification du programme hiérarchisé des travaux,
 - ↳ la délimitation des périmètres,
- ☛ le **plan présentant la délimitation des zones d'assainissement collectif**,
- ☛ les **règles d'organisation du service d'assainissement collectif**,
- ☛ l'**incidence financière du projet d'assainissement collectif** sur le coût du service et le prix de l'eau.

6.1 NOTICE EXPLICATIVE ET JUSTIFICATIVE DU PROJET DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

6.1.1 Description des zones existantes

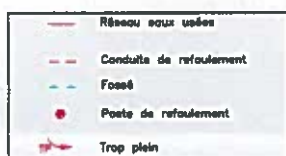
6.1.1.1 La situation de l'assainissement à fin juin 2002

Le système d'assainissement collectif existant est de type séparatif. Les zones existantes en assainissement collectif à la fin juin 2002 concernent la **totalité du centre bourg** (excepté la rue des Chauffours), dont la collecte s'articule autour du collecteur principal qui dessert la rue des Ecoles et la rue du Jeu d'Arc.

Les principales antennes secondaires desservent les rues suivantes (de l'amont vers l'aval) :

La rue des Fontaines,	Le chemin du Fossé,
La rue Charpentier,	La rue du Moulin,
La rue de la Gare,	La rue des Temps Primeurs,
La rue de Jonquières,	La rue des Jonquilles.

Voir synoptique de fonctionnement des systèmes d'assainissement page suivante.



Commune de CANLY

Dossier d'enquête publique

Schéma fonctionnel des réseaux

SETEGUE FEVRIER 2003 Echelle : 1/5000

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6.1.1.2 Présentation du diagnostic et du schéma directeur d'assainissement

Les objectifs du diagnostic et du schéma directeur d'assainissement, étude menée en 2001-2002, sont les suivants :

1. faire un état des lieux du patrimoine assainissement,
2. proposer des solutions pour améliorer la collecte et le traitement des eaux usées tout en protégeant le milieu naturel,
3. estimer le coût des travaux,
4. proposer un programme hiérarchisé des travaux,
5. définir un schéma directeur d'assainissement.

Cette étude diagnostique du système d'assainissement a été conduite à l'échelle du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Longueil Sainte Marie.

6.1.1.2.1 Etat des lieux

L'étude diagnostique du système d'assainissement a permis de mettre en évidence, à l'échelle du SIA, les points suivants :

➤ Sur le plan fonctionnel :

- La présence significative d'eaux claires de nappes, donc non polluées :
 - Estimée à 300 m³/j en condition de nappe d'avril 2001,
 - Estimée à 680 m³/j en condition de nappe de juin 2001.
- Une surface active, liée aux inversions de branchement de type EP vers EU de 25 000 m².
- Un taux de raccordement de 80%, qui est perfectible.
- Un rendement moyen de temps sec du système de traitement ponctuellement correct mais très souvent altéré par de nombreux départs de boues depuis le clarificateur lié :
 - A la configuration du génie civil (évolution de l'assise du clarificateur),
 - A des problèmes de transfert des effluents du bassin d'aération vers le clarificateur,
 - A l'absence de regard de dégazage.
- Des conditions favorables au dégagement d'H₂S (hydrogène sulfuré) au niveau de certains postes de pompage.

➤ Sur le plan structurel :

- Un état général du système de collecte globalement satisfaisant ; excepté :
 - Les perforations et obturations partielles détectées sur le collecteur principal du SIA qui nécessitent une intervention (réhabilitation du collecteur) à programmer rapidement,
 - Les défauts d'assemblage (emboîtements désalignés) et de géométrie (légère contre-pente) qui constituent des anomalies de moindre gravité.
- Une vétusté générale de la station d'épuration, caractérisée par un état médiocre du génie civil et de certains équipements, et notamment du prétraitement et du clarificateur.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6.1.1.2.2 Solutions proposées

La restructuration du système d'assainissement du SIA de Longueil Sainte Marie est directement liée :

- ☛ aux exigences de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 et de ses textes d'application,
- ☛ à l'état des réseaux d'assainissement et des ouvrages de traitement.

Les solutions proposées ici concernent les travaux des réseaux eaux usées, collecteurs et les ouvrages.

Sont rappelés ci-après les principales interventions concernant l'ensemble du SIA de Longueil Sainte Marie.

Travaux sur les collecteurs d'eaux usées et ouvrages associés :

- Télésurveillance sur postes,
- Traitement anti-H₂S de certains postes,
- Suppression des introductions d'eaux claires parasites par déconnexion des sources,
- Réhabilitation ponctuelle par l'intérieur du collecteur principal,

Travaux sur la station d'épuration :

- Construction d'une nouvelle station d'épuration.

Par ailleurs des programmes d'entretien et de surveillance sont définis afin d'améliorer la gestion du réseau.

6.1.2 Echancier des travaux

L'échéancier des travaux envisagé par le SIA de Longueil Sainte Marie à l'issue du schéma directeur d'assainissement est le suivant :

Travaux sur le système de collecte

- Court terme : suppression des Eaux Claires Parasites, Télésurveillance sur PR Muguet, Traitement antiH₂S sur PR Gansoive,
- Moyen terme : Télésurveillance des autres PR.

Travaux sur le système de traitement

Construction d'une nouvelle station d'épuration dont le chantier couvrira les 2 prochaines années.

Passage en mode collectif de l'assainissement

Les zones concernées par un passage en mode collectif de l'assainissement concernent exclusivement des zones d'urbanisation future : à savoir toute ou partie des zones NA des POS. Les travaux d'extension de collecte nécessaires pour assurer la desserte de ces zones seront réalisés lors de leur aménagement.

La programmation des travaux n'est pas figée et est donnée à titre indicatif. Elle peut être modifiée par la commune de Canly ou par le Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Longueil Sainte Marie, chacun pour ce qui relève de sa compétence.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6.1.3 Les futures zones à desservir par un réseau d'assainissement

Deux types de zones actuellement non desservies par un système d'assainissement collectif ont été retenues pour être intégrées aux secteurs relevant d'un mode d'assainissement collectif :

- La zone NAh : zones urbanisables, non équipées, destinées à un développement ultérieur de l'urbanisation sous forme organisée, et orienté vers l'habitat.
Cette zone correspond à une zone urbaine de type UD après modification du POS. Dans l'immédiat il s'agit d'y éviter les occupations et les utilisations du sol qui pourraient compromettre une urbanisation cohérente d'ensemble.
Une notion de phasage a été introduite pour ces zones ; les emprises II NAh sont urbanisables après que l'emprise I NAh ait été urbanisée.
- La zone NAI –nord : zones urbanisables, non équipées, destinées à un développement ultérieur de l'urbanisation orienté vers les activités industrielles et commerciales.

Il n'est pas envisagé de modifier les modes d'assainissement des secteurs déjà urbanisés, et en particulier celui de la rue des Chauffours.

6.1.3.1 Zone I NAh

La zone I NAh est constituée d'un unique secteur situé au sud est du bourg.

Le choix de desservir cette zone urbanisable, destinée à un développement ultérieur, par un système d'assainissement collectif a été orienté notamment par les raisons suivantes :

- Le type d'habitat groupé qui y sera développé,
- La proximité d'un collecteur Eaux Usées existant et donc du périmètre actuel d'assainissement collectif.

Ce choix s'est récemment concrétisé par la réalisation des premiers travaux d'extension de réseaux qui aboutissent à une desserte quasi-totale de cette zone.

6.1.3.2 Zone II NAh

La zone II NAh est également localisée au sud du bourg.

Le choix de desservir cette zone naturelle, destinée à être urbanisée ultérieurement, par un système d'assainissement collectif repose essentiellement sur les mêmes raisons que celles évoquées précédemment.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6.1.3.3 Zone NAI

La zone NAI, prévue pour accueillir les prochaines implantations de type activités de la commune, se compose de deux secteurs :

- Un secteur situé au nord du territoire communal, dans le prolongement de l'actuelle zone d'activité,
- Un secteur situé en périphérie du bourg, entre la rue des Chauffours et la RD 26.

Le choix de desservir cette zone par un système d'assainissement collectif ne concerne que le premier secteur cité ; il repose essentiellement sur la proximité d'un collecteur Eaux Usées existant et donc du périmètre actuel d'assainissement collectif.

Toutefois ce raccordement ne concernera que les eaux usées de type domestique.

6.1.4 Délimitation des périmètres d'assainissement collectif

Les périmètres d'assainissement collectif retenus par la commune de Canly sont les suivants :

- ☛ zones urbaines : la totalité du bourg, excepté la rue des Chauffours,
- ☛ zones naturelles d'urbanisation future les zones NAh et NAI - nord,

et de quelques secteurs des zones NC et ND qui concernent des constructions existantes déjà desservies par un assainissement collectif ou qui le seront à terme.

Les zones NC (zones naturelles réservée aux collectivités agricoles) et ND (zones naturelles à protéger), en dehors des secteurs précisés ci-dessus, sont exclues du zonage d'assainissement collectif.

Ce périmètre correspond donc aux zones existantes (cf.6.1.1) et aux futures zones décrites au paragraphe précédent.

Le zonage d'assainissement collectif est présenté sur le plan joint au dossier.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6.2 REGLES D'ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La **compétence pour l'assainissement collectif** (collecte, transport) des eaux usées produites dans le périmètre d'assainissement collectif défini par la commune de Canly sur son territoire est d'ordre communal ; elle est déléguée au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Longueil Sainte Marie pour le transport et le traitement intercommunal.

La **gestion et l'exploitation du système d'assainissement collectif** « eaux usées » (systèmes de collecte + système de traitement) sont assurées par la SAUR dans le cadre d'un contrat d'affermage.

La **redevance d'assainissement**, définie par le décret n°2000-237 du 13 mars 2000 et ses textes d'application, couvre l'ensemble des charges du service d'assainissement.

Elle est assise, compte tenu des corrections prévues par le décret susvisé, sur **les volumes d'eau vendus aux usagers ou prélevés par eux-mêmes** sur toute autre source dans le cas où l'utilisateur est desservi en eau par une alimentation distincte du service public d'eau.

Les **coûts de l'assainissement des eaux usées** sont imputés sur les **budgets assainissement** de la commune de Canly pour la collecte à l'échelle communale et du SIA de Longueil Sainte Marie pour le transfert et le traitement.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

6.3 INCIDENCE FINANCIERE DU PROJET D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE COUT DU SERVICE ET LE PRIX DE L'EAU

L'incidence financière du projet d'assainissement collectif, après déduction des subventions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, du Conseil Général de la Seine auxquelles la commune de Canly, par l'intermédiaire du Syndicat Intercommunal d'Assainissement, peut prétendre, sur le coût du service correspond à la somme :

- + des annuités des emprunts : prêt à taux 0 de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et prêts complémentaires,
- + des charges annuelles d'exploitation supplémentaires,
- + des amortissements,
- de l'extinction de la dette
- de l'autofinancement.

Dans le cadre de l'instruction M49, l'eau et l'assainissement font l'objet d'un budget autonome qui doit être équilibré. Pour cela, l'augmentation du coût du service liée au projet d'assainissement collectif doit être supportée par les fonds propres et par le produit de la redevance assainissement ; ce produit étant égal à la consommation en eau potable sur le périmètre assaini collectivement (= assiette assainissement) multipliée par le montant de la redevance assainissement.

Une estimation des coûts d'investissement de ces travaux aboutit aux résultats suivants :

• Travaux sur système de collecte	:	667 000 € HT,
• Travaux sur système de traitement	:	1 130 000 € HT,
• Coûts d'objectif	:	1 797 000 € HT,
• Aides financières (Agence de l'Eau, Conseil Général)	:	972 400 € HT,
• A la charge du SIA de Longueil Sainte Marie	:	824 600 € HT.

Actuellement, le prix du m³ à Canly est le suivant :

- Distribution de l'eau
 - Abonnement 67,52 € HT,
 - Consommation 0,8465 € HT/m³,
 - Collecte et traitement
 - Abonnement 13,20 € HT,
 - Collecte et traitement 2,2890 € HT/m³,
 - autres redevances et taxes 0,3879 € HT/m³,
- prix total (hors abonnements) 3,5234 € HT/m³.**

L'impact sur le prix de l'eau s'établit à :

- +0,89 € HT/m³, à l'issue de la 3^{ème} année, soit à l'achèvement de l'ensemble de programme de travaux,
- +0,72 € HT/m³ en moyenne sur les 15 prochaines années.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

7. SOUS-DOSSIER ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dans l'article L372-3 de la loi sur l'eau il est également indiqué que "les communes ou leurs groupements délimitent, après enquête publique :

« ... les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien. »

Ce sous-dossier est constitué par les éléments suivants :

- ☛ une notice explicative et justificative du projet de l'assainissement non collectif,
 - ↳ la description des zones existantes,
 - ↳ l'analyse des filières existantes et la présentation des filières à retenir,
 - ↳ la délimitation des périmètres,
- ☛ le plan comprenant la délimitation des zones d'assainissement non collectif,
- ☛ les schémas types des filières,
- ☛ les règles d'organisation du service d'assainissement non collectif,
- ☛ l'incidence financière du projet d'assainissement non collectif sur le coût du service.

7.1 NOTICE EXPLICATIVE ET JUSTIFICATIVE DU PROJET DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.1.1 Description des zones existantes

Les zones actuelles d'assainissement non collectif concernent 6 secteurs :

- ☛ L'écart de Villerseau, soit 2 habitations occupées, Canly.1
- ☛ Le hameau de la Gare, soit 3 logements et 1 entreprise, Canly.2
- ☛ Le Hameau de la Montagne, soit 2 habitations, Canly.3
- ☛ La rue des Chauffours, soit 2 logements, Canly.4
- ☛ L'extrémité est de la route de Jonquières, soit 3 habitations Canly.5
- ☛ L'aire de péage de la sortie de l'autoroute A1.

7.1.2 Analyse des filières existantes et présentation des filières à envisager

7.1.2.1 Analyse des filières existantes

Dans le cadre de l'étude diagnostique réalisée à l'échelle du SIA de Longueil Sainte Marie, plus de la moitié des 103 habitations disposant actuellement d'un mode d'assainissement individuel, ont fait l'objet d'une enquête domiciliaire. Cette enquête avait pour objectif de connaître de manière précise la nature du parc d'assainissement autonome et d'apprécier a priori les implications sur d'éventuelles réhabilitations.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

7.1.2.2 Présentation des filières à envisager

- Le cas des installations existantes

Les éléments présentés ci-après sont extraits de la circulaire du 22 mai 1997 concernant l'assainissement non collectif.

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992, en modifiant l'article L 33 du code de la santé publique (article L.1331-1 du nouveau code de la santé publique), a créé une **obligation générale pour les particuliers de disposer**, lorsqu'ils ne sont pas raccordés au réseau public, **d'installations d'assainissement « maintenues en bon état de fonctionnement »**.

De ce fait, le particulier est tenu :

- de **justifier**, dans tous les cas, d'une part de **l'existence d'un dispositif d'assainissement**, d'autre part de son **bon fonctionnement** qui doit être apprécié au regard des principes généraux exposés à l'article R-2224-22 du Code Général des Collectivités Territoriales - la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines - et à l'article L.1331-1 du code de la santé publique ;
- pour les installations existantes lors de la parution de l'arrêté du 6 mai 1996, de justifier du **respect des règles de conception et d'implantation** telles qu'elles figuraient dans la réglementation précédente.

En pratique, la **réhabilitation** des dispositifs existants ne devrait être envisagée que lorsque les principes généraux ne peuvent être atteints. Le **diagnostic des installations existantes** sera le moyen approprié pour étudier au cas par cas cette nécessité et définir une hiérarchie des problèmes constatés.

Le diagnostic des installations existantes et les préconisations pour leur réhabilitation seront effectués au moment de la première visite de contrôle prévue par l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.

- Le cas des nouvelles installations

Dans le cas de la construction d'une habitation ou de la réhabilitation d'un logement ancien, **une étude de filière d'assainissement non collectif devra être réalisée sur chaque parcelle concernée**. Cette étude doit comprendre :

- ☞ une présentation du site,
- ☞ une analyse de la sensibilité du milieu,
- ☞ une analyse pédologique constituée de sondages à la tarières et de tests de perméabilité,
- ☞ une interprétation des résultats et le choix de la filière,
- ☞ le dimensionnement des différents ouvrages et leurs implantations sur la parcelle,
- ☞ les consignes de mise en œuvre et d'entretien,
- ☞ un volet relatif à l'évacuation des eaux pluviales.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

- Les contraintes de l'habitat

L'examen visuel de la totalité des habitations actuellement assainies en mode non collectif réalisé dans le cadre de cette étude permet d'appréhender les difficultés de réhabilitation / mise en place d'un assainissement non collectif en fonction des dispositions de la parcelle (surface disponible, accessibilité, aménagement, pente).

- L'aptitude des sols à l'assainissement individuel

L'étude de sol menée pour la réalisation du Zonage d'Assainissement Eaux Usées a permis de définir l'aptitude des sols à l'assainissement individuel. **Rappelons que ces délimitations ne dispensent en aucun cas d'une étude de sol à la parcelle précédant toute réhabilitation ou installation nouvelle.**

De ces différentes analyses pédologiques, il a été distingué, à l'échelle du SIA de Longueil Sainte Marie, neuf unités de sols dont 3 se retrouvent sur le territoire communal de Canly :

- **Unité 1.2 :** Le sol rencontré présente une **bonne aptitude** à la pratique de l'épuration par épandage des eaux usées dans le sol naturel en place malgré l'observation de traces d'hydromorphie au-delà de 80 cm de profondeur. Ainsi si dans la majorité des cas, un traitement par **épandage souterrain à faible profondeur** est adapté, il faudra dans les cas de sol de plus faible perméabilité (à confirmer lors de l'étude à la parcelle préalable) recourir à la mise en place d'un filtre à sable.
- **Unité 2.1 :** La fraction argileuse des horizons sous-jacents n'est pas suffisamment importante pour altérer les conditions d'épuration-dispersion de ces sols qui présentent ainsi une très **bonne aptitude** à l'assainissement non collectif. Un traitement par **épandage souterrain à faible profondeur** reste donc suffisant pour assurer des conditions satisfaisantes d'épuration-dispersion.
- **Unité 4 :** Le sol rencontré a montré une **très bonne aptitude** à la pratique de l'épuration par épandage des eaux usées dans le sol naturel en place ; en effet, les caractéristiques structurales et texturales assurent une **vitesse de percolation** suffisante pour permettre l'épuration ainsi que la dispersion de l'effluent à traiter. Pour ces zones, le recours à **des épandages souterrains à faible profondeur** est suffisant. L'étude à la parcelle préalable à l'implantation de la filière précisera le dimensionnement de la surface d'épandage en fonction de la perméabilité mesurée sur la parcelle.

L'appartenance des 5 secteurs relevant actuellement de l'assainissement non collectif aux unités pédologiques est la suivante :

Unités pédologiques	Secteurs
U.1.2	Canly.5 : Jonquières
U.2.1	Canly.3 : La Montagne
U.4	Canly.1 : Villerseau, Canly.2 : Hameau de la Gare, Canly.4 : Les Chauffours.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

7.1.3 Délimitation des périmètres d'assainissement non collectif

Les périmètres d'assainissement non collectif retenus par la commune de Canly sont les suivants :

- ☞ L'écart de Villerseau,
- ☞ Le hameau de la Gare,
- ☞ Le Hameau de la Montagne,
- ☞ La rue des Chauffours,
- ☞ L'extrémité est de la route de Jonquières,
- ☞ L'aire de péage de la sortie de l'autoroute A1,
- ☞ La zone NAI située entre la rue des Chauffours et la RD 26.

Ainsi que dans tous les secteurs non inscrits au périmètre d'assainissement collectif.

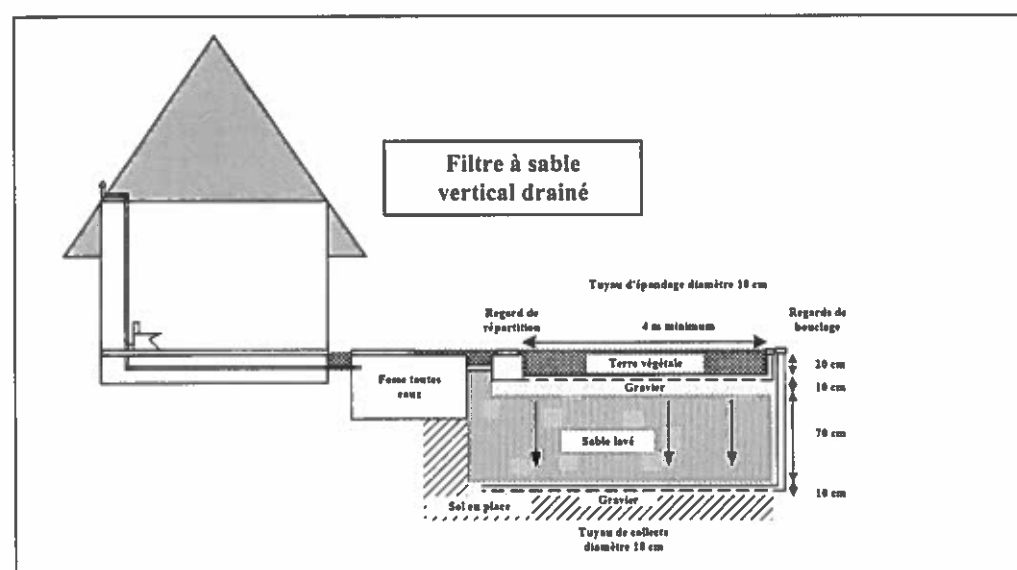
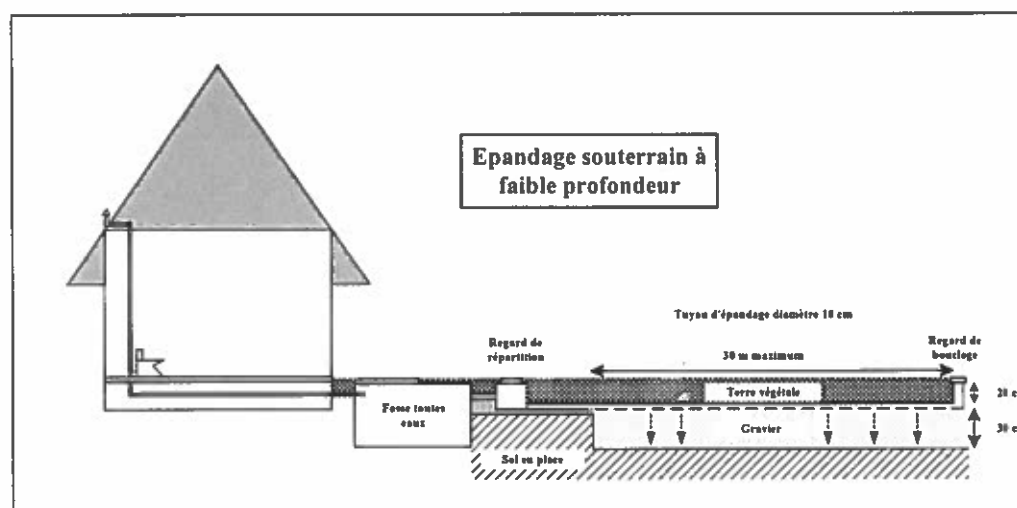
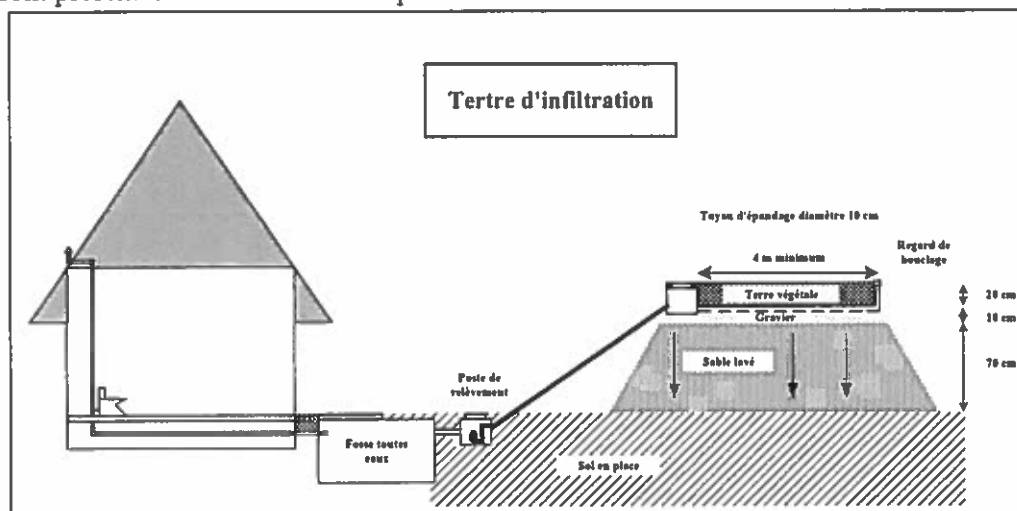
Le choix de maintenir sur ces secteurs un mode d'assainissement non collectif résulte des motivations suivantes :

- L'éloignement des logements par rapport au réseau existant rend prohibitif toute solution de passage à un mode d'assainissement collectif,
- L'habitat présente généralement pas ou peu de contrainte, les parcelles disposent d'une surface suffisante pour assurer un traitement correct des eaux usées à la parcelle.
- Les contraintes pédologiques sont généralement compatibles avec la réalisation d'un système d'assainissement individuel pour assurer un traitement correct des eaux usées à la parcelle.

Le zonage d'assainissement non collectif est présenté sur le plan joint au dossier

7.2 SCHEMAS TYPES DES FILIERES

Les schémas types (sans échelle) des filières d'assainissement non collectif déterminées par l'étude zonage sont présentés à titre indicatif ci-après.



COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

7.3 REGLES D'ORGANISATION DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

D'ici le 31 décembre 2005, il y a obligation de mettre en place un service public d'assainissement non collectif (SPANC).

Il aura notamment pour mission :

- ☛ La vérification technique de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des ouvrages
- ☛ La vérification périodique de leur bon fonctionnement,
- ☛ La vérification périodique des vidanges (si la commune n'a pas décidé de prendre à sa charge l'entretien).

7.3.1 Contrôle des installations d'assainissement non collectif

La commune de Canly assurera le contrôle des installations d'assainissement non collectif tel qu'il est défini par l'arrêté du 6 mai 1996. Ce contrôle devra être effectif au plus tard au 31 décembre 2005.

Un avis de passage sera envoyé au préalable aux usagers concernés.

Le contrôle périodique des installations d'assainissement individuel est réalisé selon les fréquences suivantes :

- ☛ une visite au maximum tous les 3 à 4 ans des installations des particuliers,
- ☛ une visite tous les trimestres des installations des établissements collectifs (maisons de retraites, restaurants, ...) dont la liste est arrêtée en accord avec la commune.

La personne mandatée par la commune lève les tampons de l'installation d'assainissement individuel. Elle vérifie qu'elle n'a pas subi de modifications, et notamment que son bon fonctionnement n'est pas perturbé par une modification de la partie privée de l'installation. Elle contrôle l'aspect de la fosse septique toutes eaux, sa ventilation, ainsi que le poste de pompage s'il existe (contrôle des régulateurs des niveaux, des vannes, des parois).

Elle s'assure que le réseau du système de traitement - dispersion ne présente pas de signes de colmatage et de stagnation. Elle contrôle les entrées - sorties, le bon écoulement des eaux, l'aspect de l'effluent. Pour vérifier l'efficacité épuratoire des systèmes d'assainissement individuel dans le cas d'un rejet superficiel, la personne mandatée par la commune peut procéder à des prélèvements et des analyses d'échantillons d'effluents à la sortie des installations d'assainissement individuel, ou dans le milieu hydraulique superficiel dans l'environnement proche des installations ; dans ce dernier cas, la qualité minimale requise pour le rejet, constatée à la sortie du dispositif de traitement autonome sur un échantillon représentatif de deux heures, est de 30 mg/l pour le MES et de 40 mg/l pour la DBO5.

Elle récupère également les justificatifs d'entretien des ouvrages et établit son rapport d'intervention. Le rapport d'intervention est transmis aux usagers.

La personne mandatée par la commune notifie à la commune toutes les interventions nécessaires que le propriétaire devra réaliser dans l'année ; à charge pour la commune de les faire exécuter aux frais de l'abonné, selon les dispositions du règlement de service.

Cette liste n'est pas exhaustive ; elle doit notamment être complétée par les modalités de contrôle définies par l'arrêté du 6 mai 1996.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

7.3.2 Entretien des installations d'assainissement non collectif

L'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif est à la charge du particulier qui devra justifier de sa réalisation auprès de la commune, au moment de la visite de contrôle.

Les modalités d'entretien sont définies par l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif.

Extrait de l'arrêté du 6 mai 1996 cité ci-dessus :

Art.5 - Les dispositifs d'assainissement non collectif sont entretenus régulièrement de manière à assurer :

le bon état des installations et des ouvrages, notamment des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;

le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration ;

l'accumulation normale des boues et des flottants à l'intérieur de la fosse toutes eaux.

Les installations et ouvrages doivent être vérifiés et nettoyés aussi souvent que nécessaire. Sauf circonstances particulières liées aux caractéristiques des ouvrages ou à l'occupation de l'immeuble dûment justifiées par le constructeur ou l'occupant, les vidanges de boues et de matières flottantes sont effectuées :

au moins tous les quatre ans dans le cas d'une fosse toutes eaux ou d'une fosse septique ;

au moins tous les six mois dans le cas d'une installation d'épuration biologique à boues activées ;

au moins tous les ans dans le cas d'une installation d'épuration biologique à cultures fixées.

Les ouvrages et les regards doivent être accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Art.6 - L'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement des matières de vidange.

Art.7 - Dans le cas où la commune n'a pas pris en charge leur entretien, l'entrepreneur ou l'organisme qui réalise une vidange est tenu de remettre à l'occupant ou au propriétaire un document comportant au moins les indications suivantes :

- a) Son nom ou sa raison sociale, et son adresse ;
- b) L'adresse de l'immeuble où est située l'installation dont la vidange a été réalisée ;
- c) Le nom de l'occupant ou du propriétaire ;
- d) La date de la vidange ;
- e) Les caractéristiques, la nature et la quantité des matières éliminées ;
- f) Le lieu où les matières de vidange sont transportées en vue de leur élimination.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

7.4 INCIDENCE FINANCIERE DU PROJET D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

7.4.1 Coûts d'investissement

Une estimation des **coûts d'investissement** nécessaires à la réhabilitation totale de la filière d'assainissement non collectif aboutit aux résultats suivants pour les 13 logements concernés de la commune de Canly :

- Coût total : 100 010 € HT,
- Coût par logement : 7 695 € HT.

Pour certains logements, l'investissement pourra se résumer à une **mise en conformité** de leur installation.

Ces coûts sont à supporter par les particuliers, toutefois des aides financières sont susceptibles d'être accordées par l'Agence de l'Eau Seine Normandie (2 280 € HT / logement) et par le Conseil Général de l'Oise (1 995 € HT / logement).

7.4.2 Coûts du service

Le coût de la première visite de contrôle serait de l'ordre de **300 €.HT par habitation** (coût donné à titre indicatif) qui comprend l'état des lieux et la préconisation des travaux à réaliser. La **facturation** au particulier sera réalisée **au travers de la facture d'eau potable**, sous forme d'un montant forfaitaire.

Le coût de la visite de contrôle de routine serait de l'ordre de **140 €.HT/visite et par habitation** (coût donné à titre indicatif). La **facturation** au particulier sera réalisée **au travers de la facture d'eau potable**, sous forme d'un montant forfaitaire.

Le coût de l'entretien, à la charge du particulier, est de l'ordre de **140 €.HT par an et par habitation** (coût donné à titre indicatif).

Ces coûts ne préjugent en rien les montants à appliquer par le Service Public d'Assainissement Non Collectif, dans le cadre de sa mise en place.

En application du Code des Communes, le coût du service d'assainissement non collectif, pour ce qui concerne le contrôle de la conception, de l'implantation et de la bonne exécution des installations, est facturé au propriétaire de l'immeuble.

Le contrôle du fonctionnement et de l'entretien des ouvrages d'assainissement non collectifs est à la charge de la commune à compter du 31 décembre 2005. Il est réalisé au moyen d'une visite réalisée tous les ans ou tous les deux ans.

La commune peut également prendre à sa charge (régie directe, ou prestataire de service, ou affermage) l'entretien de ces ouvrages. Une convention avec chaque particulier devra alors être passée (décret n°2000-237 du 13 mars 2000).

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

8. SOUS-DOSSIER RELATIF AU RUISSELLEMENT ET AU TRAITEMENT DES EAUX PLUVIALES

La suite des articles du CGCT de la loi sur l'eau définit deux autres délimitations :

- ☛ « les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols pour assurer la maîtrise du débit de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- ☛ les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».

Cette partie de la loi concerne essentiellement les agglomérations avec la présence de grandes surfaces imperméabilisées liées à l'urbanisation (zones d'activité, lotissements, axes routiers,...).

Ce sous-dossier est constitué par les éléments suivants :

- ☛ une **notice explicative et justificative des projets concernant la gestion des eaux pluviales**,
 - ↳ la description des zones concernées,
 - ↳ la délimitation des périmètres,
- ☛ le **plan** des zones où des mesures doivent être prises pour **limiter l'imperméabilisation des sols** et pour assurer la **maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement**,
- ☛ le **plan** des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la **collecte**, le **stockage éventuel** et, en tant que besoin, le **traitement des eaux pluviales et de ruissellement**,
- ☛ les **règles d'assainissement des eaux pluviales**,
- ☛ les **incidences financières de la prise en compte des eaux pluviales**.

8.1 NOTICE EXPLICATIVE ET JUSTIFICATIVE DES PROJETS CONCERNANT LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

8.1.1 Description des zones existantes

Les secteurs desservis par des collecteurs EP sont, à la fin juin 2002, les suivants :

- Rue de la Gare,
- Rue des Ecoles,
- Rue du Jeu d'Arc.

Ce système de collecte est globalement constitué d'un collecteur principal (Ø 500) ouest-est puis nord-sud.

Ces eaux sont ensuite dirigées vers le fossé qui longe la RD 26 au sud du bourg.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

8.1.2 Désordres constatés

Dans le cadre de l'étude de schéma directeur d'assainissement, des désordres survenant lors d'événements pluvieux exceptionnels ont été mis en évidence et ont fait l'objet de propositions d'orientations pour des aménagements. Ceux-ci devront être revus et affinés en concertation avec les acteurs du bassin versant.

Les débits calculés pour le vaste bassin versant situé à l'amont de la commune peuvent devenir très importants, compte tenu de la grande surface de ce bassin (315 ha de surface totale et 21 ha de surface active), et surtout si l'on se place en situation pénalisante de saturation des sols cultivés.

Le carrefour de la RD 26 (rue des Ecoles) et de la RD 10 (rue de la Gare, rue de Jonquières) constitue le point de convergence de tous les débits de ruissellement des bassins amont.

De même, plus en aval, le quartier de la Jouque constitue le point de convergence des débits de ruissellement précédemment évoqués auxquels s'ajoutent les débits de ruissellement du bassin versant situé au sud-est du bourg.

Le collecteur de diamètre Ø 500 mm posé sous la RD 26, compte tenu de sa pente, peut accepter un débit maximal de 500 l/s sans occasionner de débordements.

Même si ce collecteur a été dimensionné pour accepter d'autres débits que les débits de fuite (500 l/s) des bassins de stockage-restitution implantés sur le territoire communal d'Arsy, sa capacité serait de toute façon insuffisante pour les accepter en totalité.

Il y a donc des submersions à craindre sur la chaussée de la RD 26 pour des pluie relativement fréquentes.

8.1.3 Travaux d'aménagements à envisager

L'objectif n'est pas ici de remédier à la totalité des problèmes d'insuffisance (par un re-dimensionnement du réseau pluvial par exemple ou bien par une rétention à la parcelle des eaux de toitures qui reste des solutions difficilement réalisables pour un coût raisonnable).

Comme il reste très difficile de contrôler les débits générés de façon diffuses sur les zones urbaines, déjà construites, l'objectif est de **freiner et de diminuer les débits de pointe générés par les bassins ruraux amonts** qui posent les principaux problèmes d'insuffisance.

Des solutions existent pour gérer de façon efficace et raisonnable les eaux pluviales, il s'agit de :

1. **La limitation du ruissellement à la source**, par des techniques alternatives, liées au ruissellement rural. Cette action passe par la mise en place de mesures agro-environnementales telles que le changement du sens de labour des cultures, le positionnement en point haut des entrées aux parcelles, la restauration des talus/haies/fossés perpendiculairement aux écoulements afin de ralentir les écoulements.
2. **L'écrêtement des débits de pointe** par la réalisation de bassins tampon, assimilables à des mares temporaires en milieu rural (concentrés, multiples, linéaire) dont le débit de fuite est calculé pour être acceptable par le réseau aval ;
3. **L'amélioration des écoulements par la mise en place d'un réseau de drainage** afin de diriger au mieux les écoulements.

Les chemins ruraux peuvent, s'ils suivent approximativement la pente des écoulements, drainer et accélérer les eaux de ruissellement. Il s'agit ici de diriger et de contrôler les écoulements par la mise en place de fossés ou de noues en fond de talweg et/ou le long des chemins afin d'éviter le ravinement des chemins et la formation de coulée de boues.

COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

8.1.4 Gestion des eaux pluviales sur les futures zones d'urbanisation

Comme sur la majorité de l'agglomération communale, les débits de temps de pluie des zones futures s'écouleront de façon naturel vers le système de collecte EP existant.

8.1.4.1 Zones NAI

Les deux futures zones d'activité ont été placées au nord de la commune pour un accès facile depuis les différentes voies de circulation (routes départementales, nationales et autoroute). Mais elles se situent également **en amont** de l'agglomération.

C'est la raison pour laquelle les débits supplémentaires engendrés par temps de pluie par ces nouvelles zones d'activité doivent être **limités, contenus et traités**, pour un impact en terme de débits et de pollution, minimum sur l'agglomération à l'aval..

Il faut donc imposer pour chacune des zones (zones à vocation d'accueil d'habitations et d'activités) un débit équivalent au débit produit en situation actuelle, sans urbanisation, c'est-à-dire environ 5 l/s/ha.

8.1.4.2 Zones NAh

Les zones NAh sont situées en zone basse du village.

La zone I NAh, à l'est de la RD 26, du fait de son positionnement, induira des débits de temps de pluie qui concerneront en particulier le quartier de la Jouque, déjà signalé comme un point sensible. Les débits produits par ces futurs lotissements devront être réduits à **5 l/s/ha**, pour ne pas accentuer les problèmes directement à l'aval.

La zone II NAh, à l'ouest de la RD 26, est située à l'aval du village. Les débits produits par cette zone n'intéresseront a priori que peu d'habitations.

Pourtant, une attention particulière doit être prise concernant la gestion des eaux pluviales occasionnées par cette zone, qui est située dans le talweg du ru temporaire qui traverse la commune et qui peut faire transiter des débits importants. Ce ru, même temporaire, devra garder ou obtenir un statut de rivière : **son lit devra être préservé ou creusé puis entretenu pour permettre l'évacuation des eaux pluviales.**

8.1.5 Les techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales

Les techniques alternatives pour la gestion des eaux pluviales proposées sont décrites ci-dessous.

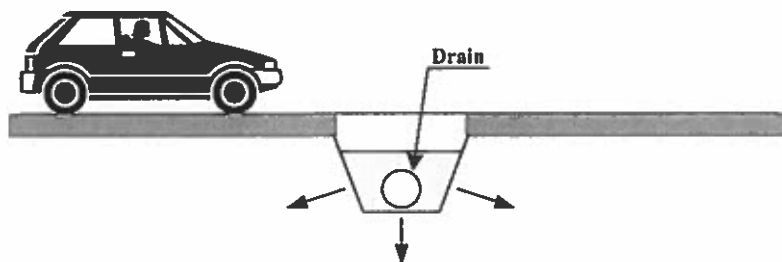
8.1.5.1 Sur le domaine public

Parmi les techniques qui peuvent être mises en œuvre sur les parcelles privatives, on peut citer les suivantes :

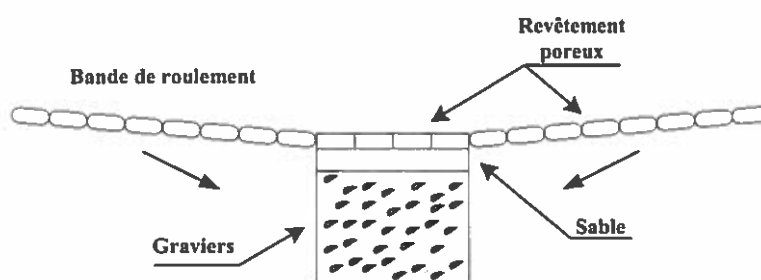
- ☒ puits d'infiltration,
- ☒ tranchées d'infiltration ou absorbantes,
- ☒ tranchées drainantes

- ☒ noues,
- ☒ chaussée poreuse,
- ☒ structure alvéolaire
- ☒ ...

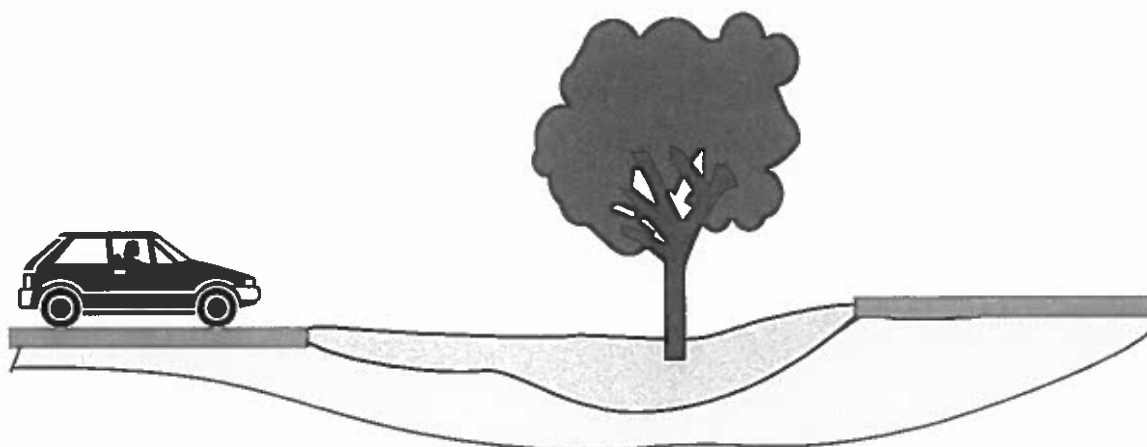
Les schémas ci-après illustrent quelques unes de ces différentes techniques.



Tranchée d'infiltration appliquée à un parking



Tranchée drainante appliquée à une voirie



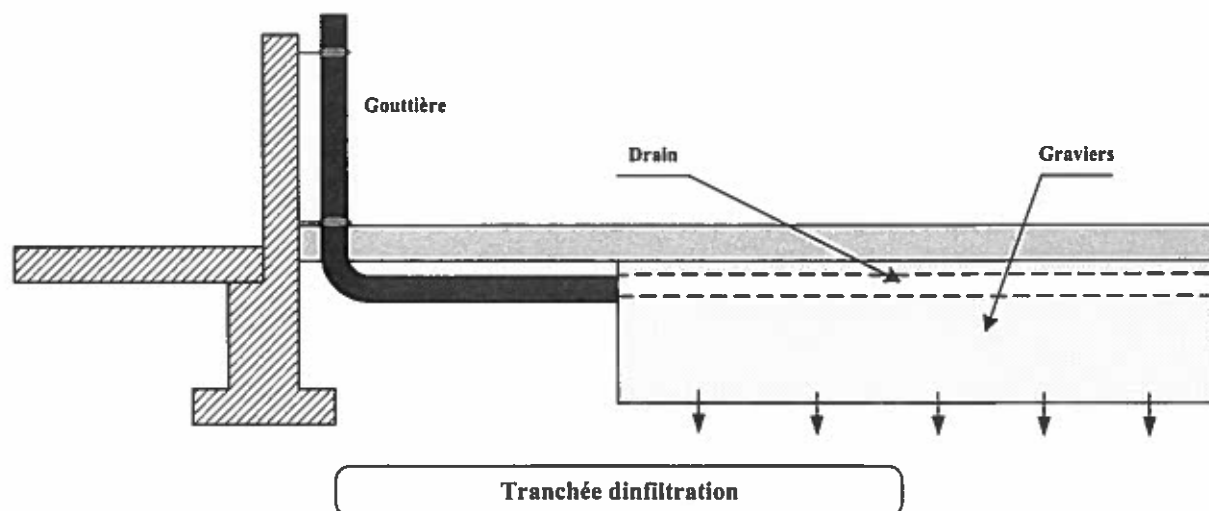
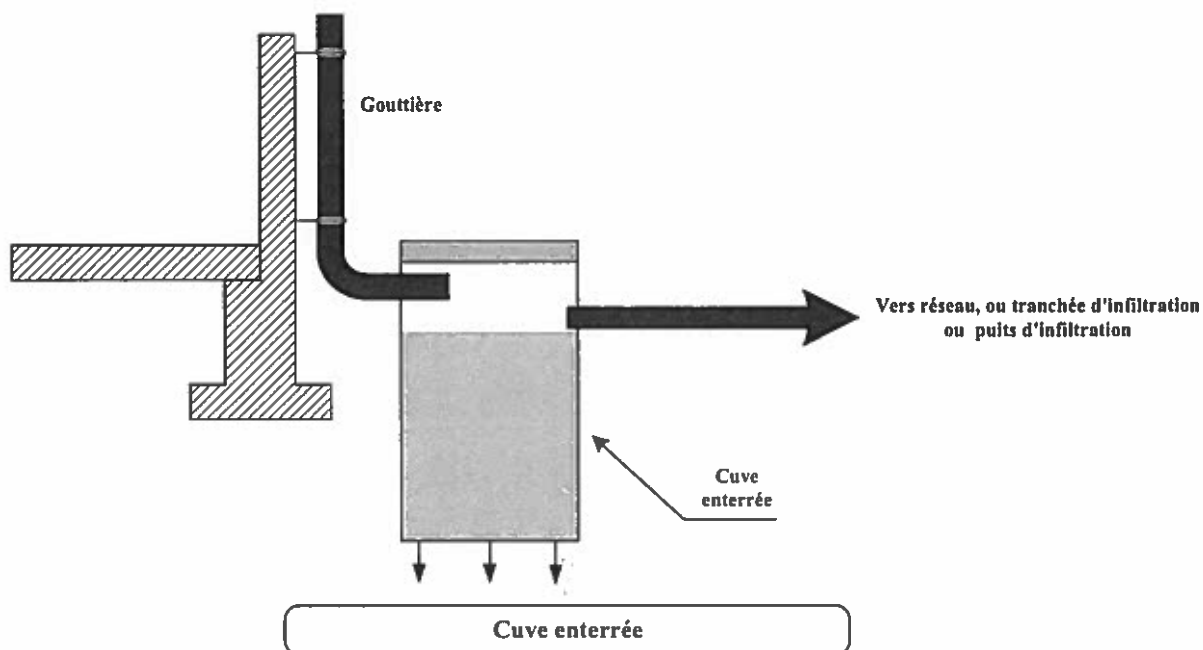
Noue appliquée à un parking

8.1.5.2 Sur les parcelles privatives

Parmi les techniques qui peuvent être mises en œuvre sur les parcelles privatives, on peut citer les suivantes :

- ☑ stockage au moyen de cuves enterrées ou non,
- ☑ stockage au moyen de toitures – terrasses,
- ☑ puits d'infiltration,
- ☑ tranchées d'infiltration ou absorbantes,
- ☑ ...

Les schémas ci-après illustrent quelques unes de ces techniques.



COMMUNE DE CANLY	Zonage d'assainissement Dossier d'enquête publique	Setegue 01 E 014
------------------	---	---------------------

8.2 REGLES D'ORGANISATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

L'exploitation du système d'assainissement collectif « eaux pluviales » de la commune de Canly est réalisée par les services techniques municipaux dans le cadre du budget général de la commune.

ANNEXES





DEPARTEMENT DE L'OISE
COMMUNE DE CANLY

DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PLAN DE ZONAGE EAUX USEES ET EAUX PLUVIALES

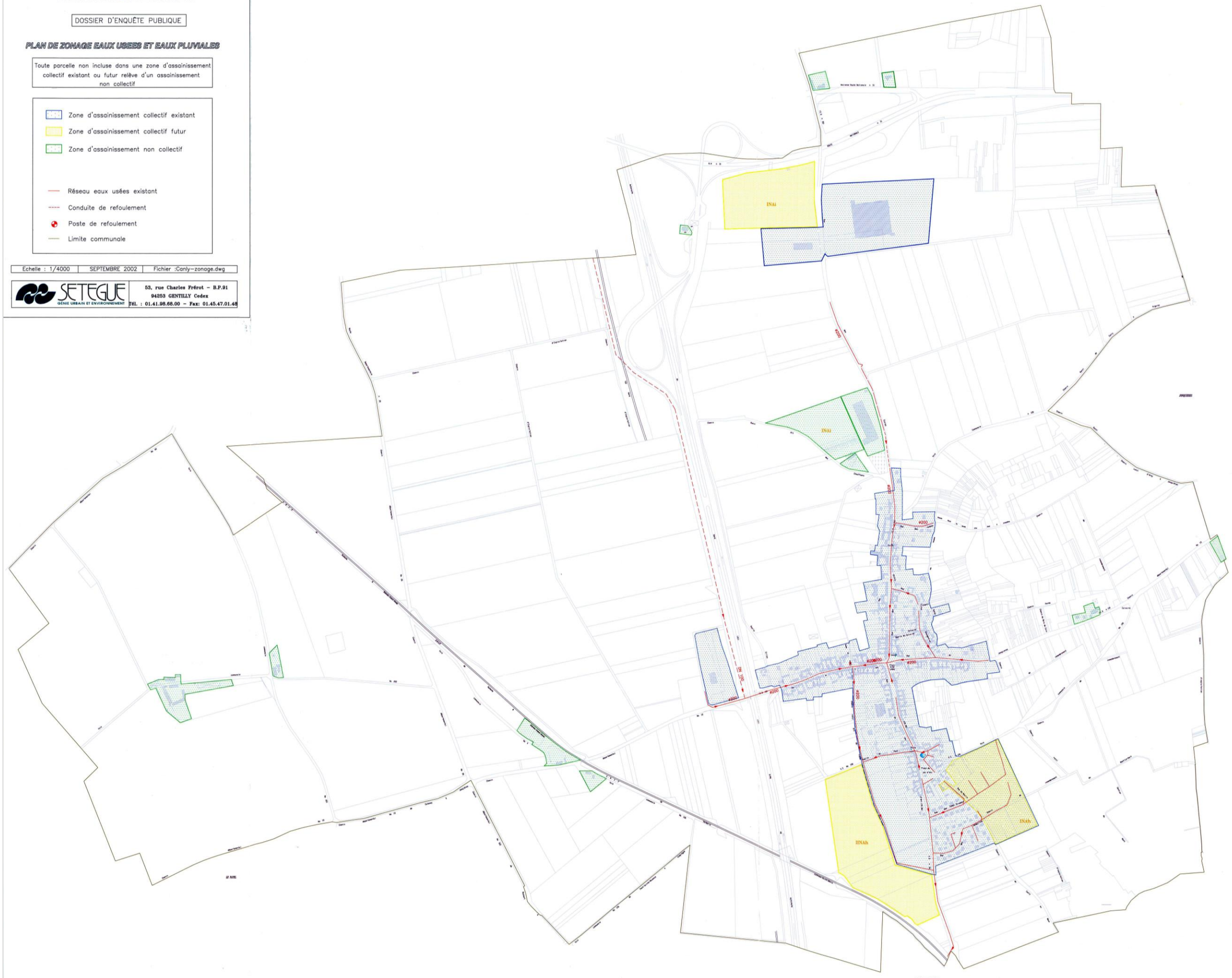
Toute parcelle non incluse dans une zone d'assainissement collectif existant ou futur relève d'un assainissement non collectif

-  Zone d'assainissement collectif existant
-  Zone d'assainissement collectif futur
-  Zone d'assainissement non collectif

-  Réseau eaux usées existant
-  Conduite de refoulement
-  Poste de refoulement
-  Limite communale

Echelle : 1/4000 SEPTEMBRE 2002 Fichier :Canly-zonage.dwg

 **SETEQUE**
GÉNIE URBAIN ET ENVIRONNEMENT
55, rue Charles Frérot - B.P.01
94203 GENTILLY Cedex
TEL : 01.41.98.08.00 - Fax: 01.45.47.01.45





MAIRIE
DE
C A N L Y
60680

Téléphone : 03 44 83 97 72

Télécopie : 03 44 37 03 68

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

L'an deux mil trois, le vingt sept novembre, à vingt heures quinze minutes, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni, à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de Monsieur BECUWE René, Maire.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs Bécuwe, Leduc, Cany, Ducauquy, Houze, Guibon, Grégoire, Forestier, Osrodka, Broumault, Ramond (pouvoir à Mme Leduc), Dromacque, Bendelé, formant la majorité des membres en exercice.

Etait absent : Monsieur Barras

Monsieur Forestier a été élu secrétaire.

Date de convocation et d'affichage : 18/11/2003

Nombre de conseillers en exercice : 15

Nombre de conseillers présents : 14

Nombre de votants : 14.

Objet : Approbation du plan de zonage de l'assainissement :

Vu la loi n° 92.3 du 03 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 94-469 du 03 juin 1994 et notamment son article 3 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnés aux articles L2224.8 et L2224.10 du Code Général des collectivités Territoriales ;

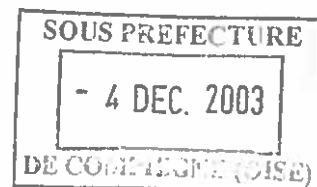
Vu le Code de l'urbanisme modifié par les textes susvisés et notamment ses articles L 123.3.1 et R 123.11 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 15/01/2003 proposant le plan de zonage de l'assainissement à l'enquête publique,

Vu les conclusions du Commissaire enquêteur ;

Considérant que le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :





MAIRIE
DE
C A N L Y
60680

Téléphone : 03 44 83 97 72

Télécopie : 03 44 37 03 68

Décide d'approuver le plan de zonage de l'assainissement tel qu'il est annexé à la présente.

- Dit que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R123.10 et R123.12 du Code de l'Urbanisme, d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans deux journaux désignés ci-après :
- Le Parisien libéré et Le Courrier picard.
- Dit que le plan de zonage de l'assainissement approuvé est tenu à disposition du public :

- ☛ A la Mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux,
- ☛ A la Préfecture.

- **Donne pouvoir au Maire pour signer tous actes rendant exécutoire le zonage d'assainissement.**
- Dit que la présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

Une copie de cette délibération sera adressée au Préfet, accompagnée du dossier de plan de zonage ainsi qu'à :

- La Mission Interservice de l'Eau,
- La Direction départementale de l'action Sanitaire et Sociale,
- La Direction département de l'équipement

A Canly le 02/12/2003.



Le Maire
R. BECUWE

